

Grèce: l'Europe tente de ramener le FMI à bord

21 févr. 2017 Par [martine orange](#)

- Mediapart.fr

La réunion de l'Eurogroupe a abouti à un accord avec la Grèce. Le gouvernement grec a accepté des conditions qu'il jugeait inacceptables auparavant, comme le demandait le FMI. Mais l'Europe a oublié le deuxième volet du plan du FMI comme condition à son retour : l'annulation d'une partie de la dette grecque.

« *Il faudrait un miracle pour obtenir un accord aujourd'hui* », prévenait le président de la commission européenne, Jean-Claude Juncker, avant la réunion des ministres des finances de la zone euro, ce lundi 20 février, sur la crise grecque. Et le « miracle » a eu lieu. En quelques heures, les responsables de l'Eurogroupe ont trouvé un accord sur la Grèce. Ou plus exactement, le gouvernement d'Alexis Tsipras a accepté ce qu'il présentait comme inacceptable auparavant : à savoir de voter, comme le demandait le FMI, des mesures législatives préventives, portant notamment sur la réduction des retraites et une augmentation des impôts. Elles seraient mises en œuvre automatiquement si le gouvernement grec ne respecte pas ses engagements de réaliser des excédents budgétaires – avant paiement de la dette – de 3,5 % pendant au moins dix ans.

« *L'accord a été obtenu sans un euro de plus d'austérité* », s'est félicité de façon inattendue le gouvernement grec, essayant de rappeler ses engagements passés. Jeroem Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe, a une lecture différente. « *Je suis ministre des finances. Je ne peux jamais promettre la fin de l'austérité* », a-t-il déclaré, lors de sa conférence de presse à l'issue de la réunion, en se félicitant toutefois du changement de climat dans les négociations. « *Tous les responsables ont changé d'approche sur le programme de renflouement grec, s'éloignant des mesures d'austérité pour aller vers un approfondissement des mesures structurelles pour soutenir la croissance* », a-t-il expliqué.

C'était exactement la position défendue par le FMI depuis plusieurs semaines. C'était aussi la position que soutenait Pierre Moscovici, désormais commissaire européen chargé du marché intérieur, lors de son voyage la semaine dernière à Athènes pour débloquer la situation. « *Il est impossible d'imposer plus de mesures d'austérité à la Grèce* », assurait-il alors dans un entretien qui semblait [venir en soutien au gouvernement d'Alexis Tsipras](#). En s'empressant d'ajouter que de nouvelles réformes étaient nécessaires. À l'issue de l'Eurogroupe, Pierre Moscovici, cependant, restait prudent : « *Rien n'est vraiment réglé mais il y a une volonté d'aboutir* », précisait-il.



Le ministre grec des finances, Euclid Tsakalotos et le président de l'Eurogroupe, Jeroem Dijsselbloem, le 20 février © Reuters

En dépit des éléments de langage, cette bonne volonté risque d'être mise à rude épreuve. Comment le gouvernement grec va-t-il expliquer aux députés que les mesures préventives présentées « *comme une atteinte à la démocratie* » par le premier ministre Alexis Tsipras et le ministre des finances Euclid Tsakalotos, il y a encore quinze jours, sont maintenant tout à fait acceptables ? Comment justifier auprès de la population de nouvelles réformes qui, même habillées d'autres noms, ont l'allure de nouveau programme d'austérité ?

Sans attendre, les équipes techniques de la Troïka devraient retourner à Athènes pour superviser avec les autorités grecques le programme conclu. Leurs travaux porteront spécifiquement sur la réforme fiscale, la réforme des retraites et la réforme du marché du travail, notamment les négociations collectives. Les institutions européennes estiment que les syndicats y ont un poids trop important, alors que le gouvernement grec affirmait il y a encore quelques jours vouloir renforcer leur rôle.

Un nouveau désastre en perspective à en croire nombre d'économistes, alors que les retraites ont déjà été réduites de 40 %, que la TVA a été portée à 24 %, que les impôts ont été augmentés. « *Les propositions du FMI ne sont tout simplement pas crédibles. Les retraites ont déjà été décimées avec les réformes précédentes. Alors que les moyens de subsistance de nombreux ménages grecs dépendent essentiellement des retraites, des coupes supplémentaires conduiront à plus de souffrances pour des personnes qui se débattent déjà pour survivre* », souligne l'économiste Ernest Urtasun, appartenant au groupe européen des Verts/ EFA.

Tandis que le gouvernement grec attend le déblocage de l'aide européenne prévue dans le cadre du troisième plan de renflouement, pour pouvoir honorer un remboursement de 6,3 milliards d'euros de dettes en juillet, les Européens, méfiants, ont conditionné l'arrivée de l'argent à l'adoption des mesures

législatives et à l'élaboration des premières réformes. « *Il y a encore beaucoup de travail à faire. Si c'est fait en mars, nous débloquerons l'aide en mars. Si c'est plus tard, nous le ferons plus tard. Nous avons le temps* », a déclaré le président de l'Eurogroupe.

« *Maintenant, il est temps que le gouvernement grec tienne ses engagements. Il a une très longue liste qui l'attend. Sinon, l'aide doit être coupée. Intensifier la pression [sur le gouvernement grec – ndlr] est d'abord une question de crédibilité. Mais cela envoie aussi le signal au FMI que l'Eurogroupe veut que le FMI reste au conseil* », expliquait, tout de suite après la fin de la réunion, le député allemand (CSU) Markus Ferber.

[[lire_aussi]]

Ramener le FMI à bord. C'est sans doute une grande partie de l'explication du « miracle » de cet énième sommet de la dernière chance de l'Eurogroupe – l'autre branche du « miracle » étant la volonté des Européens de trouver un semblant d'accord avant les élections aux Pays-Bas (mars), en France (avril-juin) et en Allemagne (septembre) afin que la question grecque ne s'invite pas dans les débats. Tous les ministres des finances interrogés à l'issue de la réunion n'ont cessé de souligner combien leur nouveau plan était « *en ligne avec celui du FMI* ».

Tous insistent pour dire combien il était important que l'institution internationale, qui est restée à l'écart du troisième plan de renflouement signé en juillet 2015, tout en participant aux discussions européennes, revienne complètement dans le sauvetage grec. « *Le FMI veut voir le redressement de l'économie de la Grèce, avec une dette soutenable. Donc nous devons prendre les réformes nécessaires. Le but est de montrer qu'elles vont aider au redressement de la Grèce* », assurait Jeroem Dijsselboem.

Rencontre au sommet



Reuters

Ce signal envoyé par l'Eurogroupe au FMI s'inscrit dans de grandes manœuvres diplomatiques qui tentent d'amadouer l'organisation internationale. Vendredi, [Berlin a fait savoir](#) que la chancelière Angela Merkel rencontrerait mercredi 22 février la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, pour « *échanger sur des thèmes généraux* », sans que cela ne donne lieu à « *aucune communication publique* ». Dans la soirée de mercredi, précisait la chancellerie allemande, Angela Merkel recevra aussi le président de la commission européenne, Jean-Claude Juncker, « *pour un dîner de travail sur des thèmes actuels de*

la politique européenne ».

En dépit du flou volontaire entretenu sur ces rencontres, les observateurs européens ont vite décrypté : le différend entre le FMI et l'Europe, emmenée par Berlin, sur la situation grecque a atteint un tel point de blocage qu'il ne peut désormais être tranché qu'au plus haut sommet politique. Berlin qui a conditionné depuis le départ sa participation au renflouement de la Grèce à la présence du FMI, veut obtenir le retour de l'organisation internationale. Le FMI exclut toute participation tant que les créanciers européens n'acceptent pas d'annuler une grande partie de la dette grecque, qu'il juge insoutenable. Une annulation que Berlin refuse : Angela Merkel a promis de longue date que les Allemands ne paieraient pas pour les Grecs « *fainéants* ». Annuler la dette reviendrait surtout à reconnaître le mensonge de 2010, au moment où les Allemands et les Français ont accepté de transformer les engagements de leurs banques, qui pour financer des contrats liés aux Jeux olympiques, qui pour acheter des sous-marins ou des armements, en créances publiques sur le dos de leurs citoyens.

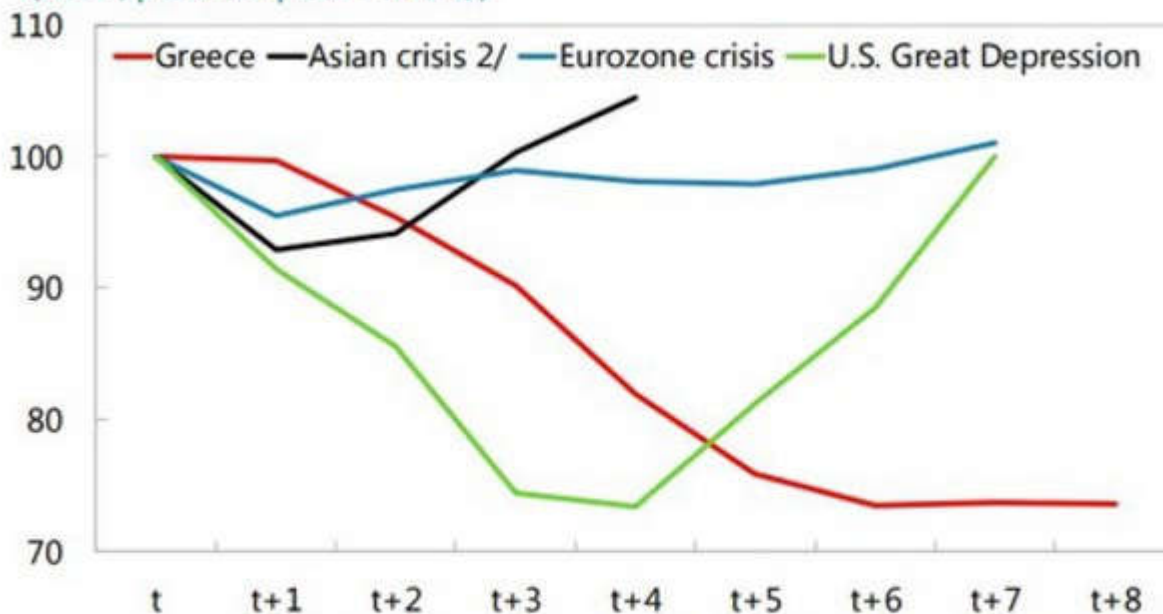
Si le FMI se montre si intransigeant, c'est qu'il est désormais impossible de taire la réalité. En mai, la crise grecque aura sept ans. Sept ans de sommets définitifs, de plans de sauvetage, de mesures d'austérité, de réformes idéologiques obtuses qui ont abouti à un désastre humain, social et économique sans précédent : un PIB qui a diminué de 25 %, un chômage accru de plus de 23 %, 20 % de la population vivant sous le seuil de la pauvreté, et un endettement insoutenable empêchant le moindre espoir de rebond.

Sans la présence de Dominique Strauss-Kahn, alors directeur général, le FMI n'aurait sans doute jamais accepté de s'associer aux plans d'aide grecs. Très vite, le fonds a pris ses distances par rapport à la gestion européenne de la crise grecque. Dès 2013, un rapport interne très critique de l'organisation internationale pointait les [multiples fautes commises par la Troïka](#) : un plan de sauvetage qui avait servi d'abord à sauver les banques allemandes et françaises et pas le pays (8 % seulement des 220 milliards des fonds européens sont allés à la Grèce) ; une absence de restructuration de la dette grecque ; des mesures d'austérité inadaptées ; des prévisions de redressement toujours trop optimistes ; une participation très discutable du FMI.

Plus le temps a passé, plus les critiques se sont accentuées, de la part des économistes de tout bord, du gouvernement américain de Barack Obama, d'autres gouvernements, notamment chinois. Les critiques et les remises en cause du FMI n'ont cessé de monter, allant jusqu'à imaginer une stratégie du choc à l'égard de Berlin, comme l'ont révélé des fuites récentes.

Real Output

(Index, pre-crisis peak = 100 1/)



Sources: Eurostat; Haver Analytics; and IMF staff calculations.

1/ Pre-crisis peaks are 2007 for Greece, 1997 for Asian crisis, 2008 for Eurozone crisis, and 1929 for Great Depression.

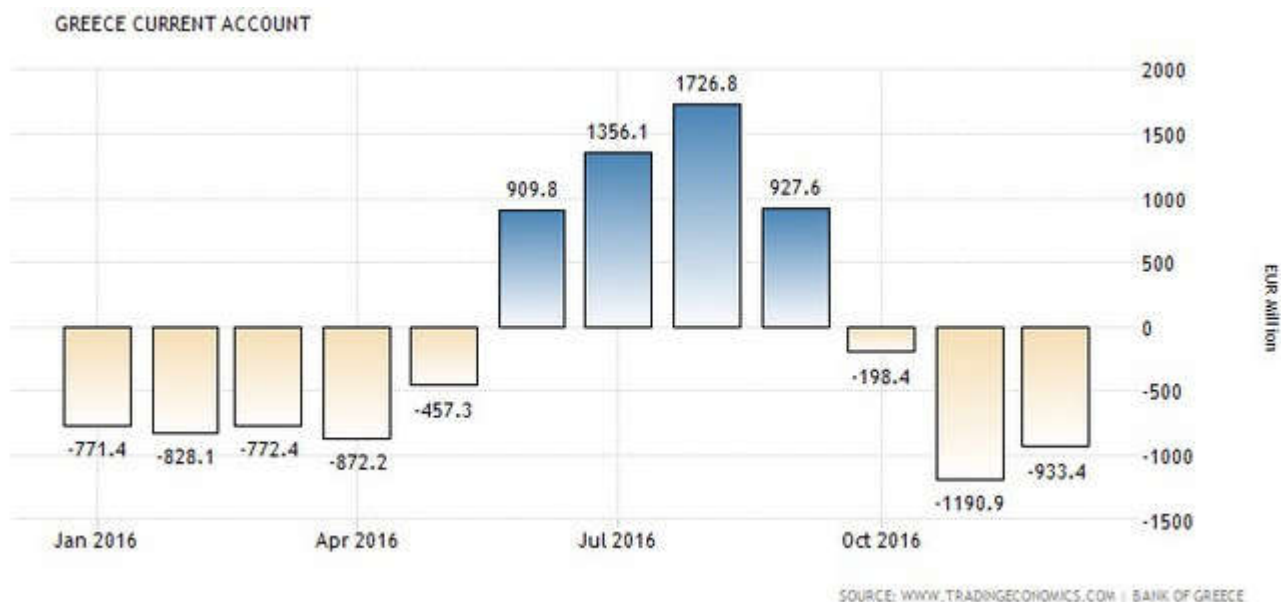
2/ Including Indonesia, Republic of Korea, and Thailand.

Évolution du PIB de la Grèce © FMI

Pour le FMI, pas question d'être associé au désastre grec. Il en va de sa crédibilité, explique-t-il à nouveau le 6 février. Lors d'une réunion à Washington, la direction du FMI a rendu public un nouveau rapport, dont de nombreux extraits avaient déjà fuité dans la presse les jours précédents, sur la situation grecque. L'évolution de l'économie grecque est dramatique. Toutes les prévisions ont été démenties par les faits. L'effondrement économique est pire que lors de la grande dépression aux États-Unis dans les années 1930. En un sens, l'expérience imposée à la Grèce peut sans nul doute être qualifiée d'« historique ».

À ce stade, toute mesure d'austérité est contre-productive, juge le rapport, qui demande une annulation de la dette grecque, jugée « *intenable* ». De 180 % du PIB aujourd'hui, l'endettement du pays pourrait devenir explosif à partir de 2030. Sans allègement notable et rapide de la dette, tout redressement économique du pays est impossible, note-t-il. Les statuts du FMI lui interdisent de participer au financement d'un pays dont la dette n'est pas jugée viable, rappelle-t-il.

Fait sans précédent, le FMI rendait publiques les divergences de vue entre ses membres sur la question. « *Si la plupart des 24 directeurs qui siègent au Conseil d'administration – et représentant les 189 pays membres du Fonds – ont approuvé le diagnostic du FMI d'une dette "insoutenable" qui nécessite un allègement rapide, quelques-uns ont exprimé une position différente* », indiquait un communiqué du FMI, le 6 février. Même si aucun nom n'était cité, tout le monde a compris : l'Europe, et l'Allemagne en particulier, fermement opposée à toute réduction de la dette grecque, étaient désignées.



Balance des paiements courants de la Grèce. Un rebond soutenu par le tourisme uniquement. © Banque de Grèce

Les responsables européens contestent l'analyse. « *Il n'y a pas de raison de faire une évaluation alarmiste de la situation de la dette grecque. L'Europe a clairement pris des engagements pour soutenir la Grèce avec un allègement de la dette supplémentaire après le programme d'aide (2018), à condition que cela soit nécessaire* », insistait le porte-parole de la commission européenne au lendemain de la publication du rapport. « *Nous sommes tout à fait confiants sur la Grèce* », ajoutait le président de l'Eurogroupe, soulignant l'amélioration de l'économie grecque. Au 3^e trimestre, la croissance avait enregistré un bond de 1,6 % en rythme annuel. Le rebond n'a duré que l'espace d'un instant. Dès le 4^e trimestre, l'activité reculait à nouveau de 0,4 %.

La commission européenne maintient néanmoins ses prévisions « optimistes », irréalistes, a-t-on envie de dire. [Selon ses calculs, l'économie grecque devrait croître de 2,7 % cette année.](#) Par quel miracle ? Les réformes marquant le succès des plans de sauvetage européens, naturellement. Dans ce contexte, pas besoin de s'attaquer au deuxième volet réclamé par le FMI : l'allègement de la dette.

Avant la réunion de l'Eurogroupe, le responsable du mécanisme européen de stabilité (MES), Klaus Regling, a ainsi assuré dans le quotidien *Das Bild*, que l'Europe « *aurait sans doute moins à payer que les 86 milliards d'euros [prévus dans le troisième plan de renflouement – ndlr] car l'évolution budgétaire était meilleure qu'attendu* ». Renchérissant sur ces notes enthousiastes, Jeroem Dijsselboem a affirmé que « *si un accord technique était trouvé, il pourrait y avoir un accord politique... alors, les créanciers pourraient examiner le problème d'un allègement de la dette à moyen terme* ». Autant dire aux calendes grecques.

Une rencontre au sommet entre Angela Merkel et Christine Lagarde peut-elle suffire à aplanir les difficultés et ramener le FMI à la table européenne ? « *Si le fonds accepte quelque chose sur la base d'une promesse fumeuse d'un allègement futur de la dette, alors toutes ces discussions sur le fait de tenir tête aux Allemands, ce serait une fois de plus du spectacle* », commente Ashoka Mody, ancien responsable du FMI, maintenant enseignant à l'université de Princeton.

[[lire_aussi]]

Même si Christine Lagarde en avait envie, il lui serait difficile d'accepter un accord en de tels termes. Nombre de pays émergents participant au FMI contestent de plus en plus ouvertement l'implication du fonds dans le renflouement grec. De plus, l'organisation doit désormais compter avec Donald Trump, qui a fait de l'éclatement de la zone euro un de ses angles stratégiques : il devient impossible au FMI d'aller

contre le premier pays créancier du fonds, si son aide n'est pas irréprochable. Enfin, au sein même de l'organisation, de plus en plus d'économistes critiquent ouvertement l'approche européenne de la gestion grecque en particulier, de la crise en général. Bref, Christine Lagarde n'a pas du tout les mains libres face à l'Europe.

Juste après la réunion de l'Eurogroupe, le FMI a d'ailleurs fait un communiqué mitigé. « *Nous saluons les progrès réalisés par les autorités grecques pour répondre aux exigences des institutions dans des domaines clés. Sur cette base, nous avons accepté de participer à nouveau à la mission sur le terrain [à Athènes – ndlr]. Mais plus de progrès sont nécessaires pour combler les différences sur d'autres questions importantes [sous-entendu la dette notamment – ndlr]. Il est trop tôt pour spéculer sur la perspective de parvenir à un accord technique au cours de la mission.* » En d'autres termes, rien n'est résolu. La lamentable gestion européenne de la crise grecque se poursuit.

Prolonger

Boite Noire

URL source: <https://www.mediapart.fr/journal/international/210217/grece-l-europe-tente-de-ramener-le-fmi-bord>